



Syrie: Des conséquences de l'accord russo-turc du 22 octobre 2019

Par [Mouna Alno-Nakhal](#)

Mondialisation.ca, 28 novembre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Cet article, probablement incomplet, est dédié à mes amis Syriens arméniens déterminés à ne pas quitter Alep et, plus particulièrement, à S.K. qui se reconnaîtra.

Dernièrement, suite à la lecture d'un article intitulé « Qui peut protéger les Arméniens de Syrie ? » publié par le site Mondialisation.ca, je lui ai envoyé un message lui demandant son avis à propos d'une information qui a retenu mon attention :

« Des sources bien informées ayant connaissance des résultats des négociations récentes entre Recep Erdogan et Vladimir Poutine ont indiqué que la sécurité de la diaspora arménienne de Syrie était à l'ordre du jour de la rencontre. Les autorités turques doivent encore le confirmer officiellement, mais il existe de nombreuses preuves indirectes mais solides en faveur de cela. Les chefs militaires turcs se sont déclarés prêts à rencontrer les dirigeants de la diaspora arménienne de Tall Abyad pour discuter de la possibilité d'entamer la reconstruction de l'église chrétienne locale endommagée lors du bombardement » [1].

La réponse fut la suivante :

« Ce ne sont là que des paroles creuses. Ils ont condamné les Arméniens de Tall Abyad à une nouvelle errance et puisqu'ils ont l'intention d'intégrer cette ville dans leur prétendue « ceinture de sécurité », demande-toi pour qui comptent-ils reconstruire cette église. Tous sont à mettre dans le même panier, les Turcs aussi bien que les Russes, sans parler de tous les autres. Chacun travaille dans son propre intérêt et veut sa part de la galette syrienne. Les Russes aussi ont eu leur part dans les événements ayant suivi le génocide des Arméniens en 1915. Dieu seul sait dans combien de temps nous verrons la fin de cette sale guerre... un temps encore lointain. »

Réponse à laquelle je m'attendais en ce qui concerne les autorités turques. Cependant, pour avoir récemment traduit la réponse du président Bachar al-Assad aux questions des Syriens sur la situation du Nord de la Syrie [2], cette réponse m'oblige à revenir sur les doutes suscités par l'accord russo-turc du 22 octobre 2019, doutes que le président ne semble pas avoir levés.

Pour commencer : En quoi les Russes ont-ils eu une part dans les événements ayant suivi le génocide des Arméniens en 1915 ?

Sans remonter trop loin dans l'histoire du génocide des Arméniens, la réponse réside sans doute dans les traités successifs signés après la Première Guerre mondiale. En effet, alors que le « traité de Sèvres » du 10 août 1920 instituait une Arménie indépendante dans le Nord-Est de la Turquie et que le gouvernement kémaliste turc menait sa guerre d'indépendance dans l'objectif de sa révision, la République socialiste fédérative soviétique de Russie lui a cédé, par le « traité de Kars » d'octobre 1921, le territoire arménien occupé un an plus tôt par les troupes kémalistes.

Certes, le traité de Kars avalisait le « traité d'Alexandropole » du 2 décembre 1920, signé à l'issue de la guerre arméno-turque, obligeant la République arménienne à céder à la Turquie 60% de son territoire acquis, entre autres, grâce au traité de Sèvres ; mais le territoire de Kars, attribué à l'Empire Russe par le « traité de San Stefano » de 1878, était peuplé de Turcs Meskhètes, de Géorgiens et d'Arméniens survivants du génocide de 1915; lesquels en ont été expulsés et remplacés par des Turcs et des Kurdes.

Pour rappel, mis à part le Sandjak d'Alexandrette syrien, ce n'est qu'en juillet 1923 que le « traité de Lausanne » a remplacé le traité de Sèvres et dessiné les frontières de la Turquie actuelle, renonçant à demander l'indépendance de l'Arménie et du Kurdistan [3].

Or, l'actuelle République d'Arménie a déclaré son indépendance le 21 septembre 1991 [4], tandis qu'un siècle plus tard, le Kurdistan fait office de bombe à retardement pour diviser le reste de ce que les puissances victorieuses n'avaient pas jugé utile de diviser à l'époque.

Ensuite : En quoi les Russes seraient-ils à mettre dans le même panier que les Turcs en ce qui concerne le Nord de la Syrie ?

Le 5 août 2019, l'écrivain turc et correspondant de l'Agence d'information syrienne SANA en Turquie, Hosni Mhali, publiait un article prémonitoire sur Al-Mayadeen, sous le titre : « Une zone de sécurité turque : dans quel but ? ». En voici un large extrait :

« L'armée turque se prépare à envahir l'Est de l'Euphrate sur une profondeur de 30 à 35 Kms, tandis que la partie américaine lui répond : « 15 Kms vous suffiront ! » ; comme si le retrait de quelques Kms des milices kurdes armées vers le sud allait résoudre le problème [Kurde] que les Turcs qualifient de « menace terroriste ». Et, comme si l'éventuel accord américano-turc sur cette prétendue « zone de sécurité » ne se ferait pas aux dépens de l'État syrien dont le problème au niveau de cette même zone est justement créé par des Kurdes, lesquels ont prouvé à Afrin leur manque de loyauté à l'égard de Damas.

En effet, en janvier 2018, le président Poutine a donné le feu vert à l'armée turque pour envahir Afrin, ville syrienne que les Kurdes ont refusé de remettre à l'Armée syrienne [suite à la bataille baptisée cyniquement par les Turcs : « opération Rameau d'olivier »].



Alors qu'en août 2016, date du 500^{ème} anniversaire de la bataille de « Marj Dabiq » [Bataille qui a eu lieu le 24 août 1516 à 44 Kms au nord d'Alep, entre les Mamelouks et les Ottomans ; la victoire de ces derniers ayant établi leur suprématie sur la Syrie et l'Égypte qui feront partie de l'Empire ottoman jusqu'à sa chute, avec instauration du califat ottoman par le Sultan Sélim 1^{er}, suite à l'abolition du califat abbasside ; NdT], M. Poutine avait déjà donné un premier feu vert à cette même armée turque qui est entrée à Jarablos, à Al-Bab et à A'zaz, trois villes du Nord-Ouest syrien [par l'opération militaire baptisée cette fois-ci « Bouclier de l'Euphrate »].

Si bien qu'actuellement [août 2019] les forces turques et avec elles, 50 000 miliciens armés appartenant à diverses factions, contrôlent une bande frontalière syro-turque d'environ 350 Kms correspondant, en pratique, à une sorte de « zone de sécurité » pour la Turquie.

Par conséquent, une incursion turque à l'Est de l'Euphrate, cette fois avec le feu vert des États-Unis, créera une situation nouvelle par la présence de troupes turques à l'intérieur du territoire syrien et étendra la première zone de sécurité le long de la frontière commune de Qamichli à Afrin, non loin d'Idleb, également contrôlée par les Turcs.

Poutine et Trump ont donc reconnu à la Turquie le droit de combattre le terrorisme, puis le droit de combattre les Kurdes, mais tous, y compris la Turquie, s'opposent à toute action militaire syrienne à Idleb où sont rassemblés 20 000 miliciens armés du Front al-Nosra, lesquels sont internationalement reconnus en tant que terroristes.

Et le président Poutine n'a donc pas eu la chance d'influencer Erdogan, que ce soit à Idleb ou à l'Est de l'Euphrate, en raison de la relation organique complexe entre Erdogan et toutes les factions islamistes désormais présentes en Syrie ; relation qui fait qu'il reste le principal acteur en raison de ses orientations religieuses au travers desquelles il a voulu

faire revivre le califat et le sultanat ottoman à la faveur dudit Printemps arabe. Ce qui explique le soutien de la Turquie à toutes les factions armées, dont les Turkmènes, ainsi que l'opposition d'Ankara à toute action militaire contre elles, à l'ouest ou à l'est de l'Euphrate, tant qu'Erdogan prétendra être « le protecteur des opprimés musulmans et islamistes contre tous leurs oppresseurs ».

L'Occident a évidemment joué un rôle non négligeable dans cet état de fait par la promotion assidue de l'expérience de l'AKP [le Parti turc de la Justice et du Développement mené par Erdogan] en tant « démocratie laïque islamique », dont ne subsistent que les contradictions, parmi lesquelles la carte sans cesse évoquée par Erdogan du « Pacte national de 1920 » [ou Misak-ı Milli en turc]. Laquelle carte intégrait le nord de la Syrie et faisait dire à certains qu'il espérait l'annexer, comme Atatürk avait annexé le Sandjak d'Alexandrette syrien [correspondant à peu près à l'actuelle province turque du Hatay] en 1938, et comme Bülent Ecevit avait pris le contrôle du nord de Chypre en 1974.



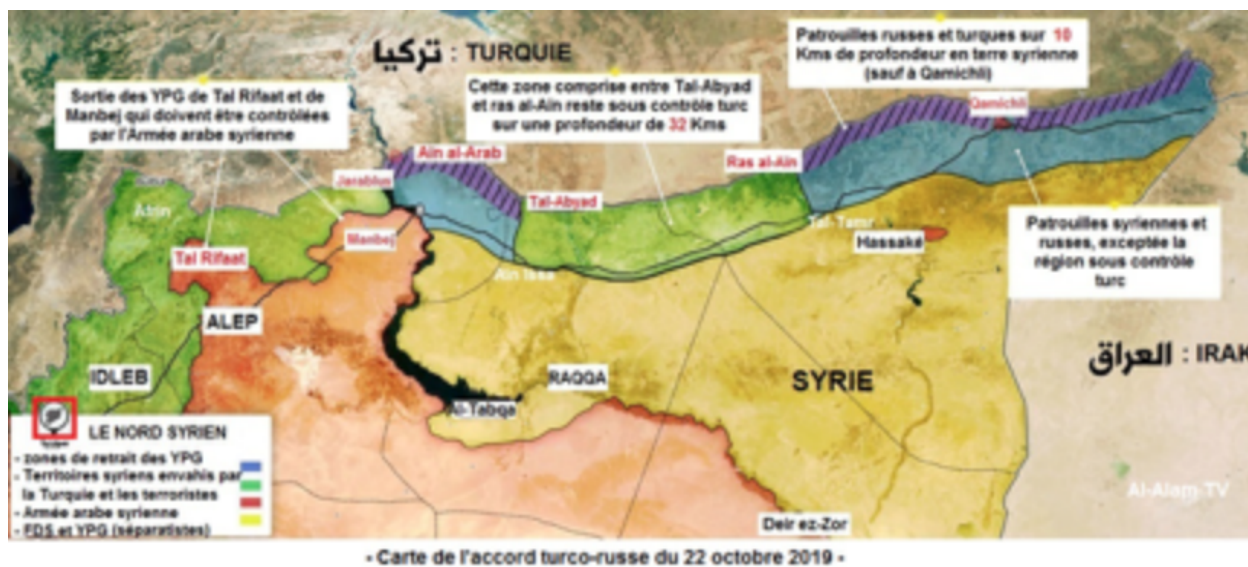
Carte du Pacte national turc de 1920

Par conséquent, nul ne sait quand, comment et qui pourrait obliger le président Erdogan à retirer ses forces du Nord-Ouest ou du Nord-Est de la Syrie, suite aux incursions successives de l'armée turque, associées à la présence des mercenaires armés et des forces françaises et britanniques dans la région Nord-Est. Et ce, en sachant que tous travailleront à concrétiser le projet de partition de la Syrie en soutenant les milices séparatistes kurdes, marxistes-léninistes, mais qui n'ont foi qu'en Donald Trump...

Quant à la région Nord-Ouest, la solution est retardée en raison des bénéfices escomptés par le président Poutine de son partenariat avec la Turquie, aux dépens de la Syrie, dont la crise restera à l'évidence soumise aux vents venus d'Astana, de Sotchi et de Genève, tant que la clé restera entre les mains d'Ankara avec l'accord de Moscou et de Washington, sans que la Syrie, l'Iran et surtout le Hezbollah libanais ne posent problème à Israël... » [5].

En quoi cet article d'Août 2019 était-il prémonitoire?

Ce texte était certes prémonitoire en ce qui concerne les accords ayant surpris le monde deux mois plus tard. Il y eut d'abord l'accord Trump-Erdogan, du 7 octobre, autorisant la Turquie à lancer « prochainement » une incursion militaire dans le nord de la Syrie en l'assurant que les États-Unis ne la soutiendront pas, mais contre laquelle ils n'interviendront pas. Incursion qui a effectivement eu lieu le 9 octobre sous l'appellation encore plus cynique de « Source de paix », mais laquelle n'a été condamnée ni par la Russie, ni par les États-Unis au Conseil de sécurité réuni en urgence le 10 octobre. Et, il y eut ensuite l'accord Poutine-Erdogan du 22 octobre résumé par la carte ci-dessus :



Résultat : Aujourd'hui Tal-Abyad, Ras al-Aïn, Aïn Issa, Tal Tamr, Hassaké, Qamichli, etc. souffrent à leur tour mille martyrs, malgré l'héroïsme de l'Armée arabe syrienne et le soutien aérien des forces russes. Par conséquent, en dépit de la plaidoirie du président Al-Assad en faveur de la moralité de la politique russe, et en dépit du soutien incontestable politique puis militaire de la Russie depuis le début de la guerre sur la Syrie, les citoyens syriens, parfaitement conscients du fait qu'un dirigeant doit avant tout servir les intérêts de son pays, ne comprennent pas comment les Russes passent des accords avec un personnage aussi notoirement voleur et menteur qu'Erdogan, pour ensuite reconnaître, une énième fois, qu'ils ont été trompés. Pour s'en convaincre, il suffit de suivre les déclarations de M. Sergueï Lavrov et de Mme Maria Zakharova.

Quant aux Russes, est-ce le seul moyen qu'ils ont trouvé pour défendre leur propre sécurité nationale du terrorisme qui les a durement frappés par le passé et dont le maître à penser est désormais Erdogan ? Pensent-ils qu'en accordant à Erdogan un bout de la Syrie, même provisoirement, il rejoindra leur camp en abandonnant le camp adverse ? Croient-ils que les réfugiés syriens qu'Erdogan prétend vouloir rapatrier dans cette prétendue zone de sécurité, au prix d'un énième nettoyage ethnique, sera peuplée par des citoyens paisibles simplement turcophiles ? Ou alors, comme tous leurs « partenaires », ils ne souhaitent pas une guerre qui les touche de plein fouet ; alors, à défaut de pouvoir l'arrêter, autant la laisser se dérouler sur une petite surface en terre syrienne, néanmoins équivalente à la surface du Grand Liban. Auquel cas, qu'est-ce qui leur garantit que l'instabilité sera ainsi circonscrite en Syrie ? Et de quel côté se tiendront-ils au cas où la « résistance populaire » évoquée par le président Al-Assad se mettrait en marche ? La Syrie a choisi son camp depuis des décennies : celui de la Russie. Mais, une grande puissance a-t-elle à choisir un camp ?

Le plus révoltant est qu'au milieu de tout cela, le poignard des dirigeants séparatistes kurdes pourra encore faire couler beaucoup de sang syrien, depuis que Trump a clairement

déclaré qu'il confisquerait le pétrole syrien au profit des Kurdes qui l'ont tellement mérité aujourd'hui, après avoir tellement démerité « pour ne pas avoir aidé les États-Unis en Normandie » ! D'où une autre conséquence rapportée par Mme Dima Nassif, journaliste syrienne correspondante d'Al-Mayadeen TV :

Israël vole le pétrole syrien sous couverture américaine et avec l'aide des FDS

Les véhicules blindés américains, rendus dans l'Est syrien près de la frontière irakienne, circulent dans les champs pétro-gaziers d'Al-Omar, d'Al-Tanak, d'Al-Jafra et de Koniko ; les champs pétroliers représentant les deux-tiers des réserves de la région, estimées aux environs de 2,5 milliards de barils. Il semble donc que la bataille pour le pétrole syrien a mûri.

Mais les candidats à la bataille sont multiples. En effet : Washington n'est pas seul sur le terrain, la société israélienne GDC a commencé sa prospection de pétrole dès juillet dernier, après avoir reçu le feu vert d'Ilham Ahmed, la coprésidente du « Conseil démocratique syrien », via un document autorisant cette société à disposer du pétrole syrien. Il y est prévu que les ventes de pétrole atteindraient les 400 000 barils, ramèneraient aux FDS dix millions de dollars par mois et seraient contrôlés par l'OFAC, organisme de contrôle financier dépendant du Département du Trésor des États-Unis. [Document initialement publié par le quotidien libanais Al-Akhbar, puis information confirmée par le destinataire Moti Kahana sur Twitter, [6]].



Address | Telephone | Email

Ain Issa | +963 981967 376 | info-relations@ m-syria-d.com

Moti Kahana
CEO
GDC Incorporated
Global Development Corporation ("GDC")
275 Route 10 East, Suite 20, Box 270, Succasunna, NJ 07876
Phone +1 646 827 0262

January 21, 2019

Dear Mr. Kahana:

Please accept this letter as a formal acceptance of your company, GDC, to represent the Syrian Democratic Council (SDC) in all matters related to the sale of oil owned by SDC - subject at all times to the approval by the United States Department of Treasury's Office of Foreign Asset Control (OFAC).

We estimate production of crude oil to be 400,000 barrels/ day.

Current daily production capacity is 125,000 barrels/ day.

Price per Metric Ton (Equal to 7 barrels) is \$160 to \$240 (\$22 to \$35 per barrels).

We also grant you the right to explore and develop oil that is located in areas that we govern.

Sincerely,

Executive committee-Syrian Democratic council



Moscou, qui accuse Washington de voler le pétrole syrien et de l'acheminer vers l'étranger, a poussé les forces des garde-frontières syriens à se déployer dans les régions proches des puits pétro-gaziers de Rmeilan, d'Al-Malikiyé et d'Al-Qahtaniyé dans les environs de Hassaké, en préparation de leur retour sous le contrôle de l'État syrien.

Quant à Ankara, elle a refusé la proposition de Washington concernant le partage du pétrole syrien en échange de la cessation de ses opérations militaires contre les FDS. Et Erdogan a prétendu « préférer l'humain au pétrole », malgré le fait établi que les citernes de pétrole pompé par Daech ont traversé, pendant des années, le territoire turc en direction du port de Ceyhan en Turquie.

Aujourd'hui et depuis qu'Ankara a été écartée des champs de pétrole, les convois du pétrole se dirigent vers le sud, traversent l'Irak et la Jordanie, sous la surveillance de l'armée américaine, pour finir en Israël.

Cependant, il ne faudrait pas croire que Washington a laissé sur place 600 soldats américains uniquement pour le pétrole. Ce faisant, elle cherche à priver Damas d'une importante ressource financière pouvant servir à reconstruire ce que les années de guerre ont détruit. Du même coup, Damas deviendrait l'otage des forces régionales et internationales, serait obligée d'importer son énergie et, par conséquent, serait incapable

de renouveler son industrie et de perpétuer l'autosuffisance qui a protégé son indépendance depuis des décennies.

Ainsi, la nouvelle carte stratégique du pétrole est destinée à faire pression sur Damas économiquement et politiquement en l'obligeant à des concessions dans le cadre des négociations sur la Constitution syrienne pour, entre autres, l'établissement d'une région autonome kurde ; ce que Damas n'acceptera jamais, comme l'a affirmé le président Bachar al-Assad.

La lutte pour le pétrole rendra la bataille militaire pour la récupération de la totalité de la géographie et des ressources syriennes plus coûteuse pour Damas.

Pour finir : Quel rapport avec les négociations sur la Constitution syrienne ?

Quand la solution militaire n'est pas envisageable, il ne reste que la solution politique si le désir de règlement de la crise est réel, comme c'est le cas pour la Russie. Or, certains analystes pensent que le camp ennemi de la Syrie, dont Erdogan, voient dans l'échec de ces négociations une perte sèche pour la Russie, du fait qu'il se répercutera sur les processus d'Astana et de Sotchi.

Or, ce soir, 27 novembre, la télévision nationale syrienne a annoncé qu'aucune avancée n'a été obtenue au troisième jour de la deuxième session, de 5 jours, des réunions de la Commission constitutionnelle tenues à Genève sous les auspices de l'ONU ; la première session s'étant réunie le 30 octobre dernier. Le tiers-bloc de l'opposition désignée ouvertement par « le groupe du régime turc » persiste dans son refus d'approuver l'agenda de travail et de considérer comme acquises les constantes indiscutables d'un État souverain et indépendant.

Mon amie d'Alep a probablement vu juste. Cette sale guerre durera jusqu'à... un temps encore lointain.

Mouna Alno-Nakhal

27/11/2019

Notes :

[1][[Qui peut protéger les Arméniens de Syrie ?](#)]

[2][[Bachar al-Assad répond aux questions des Syriens sur le Nord du pays](#)]

[3][[Le Traité de Lausanne de 1923 - Wikipedia](#)]

[4][[La république d'Arménie a déclaré son indépendance le 21 septembre 1991](#)]

[5][[Une zone de sécurité turque : dans quel but ? par Hosni Mhali / Al-Mayadeen](#)]

[6][[Un Israélo-Américain gère les puits de pétrole du nord-est de la Syrie](#)]

[7][[Vidéo Al-mayadeen : Israël vole le pétrole syrien sous couverture américaine et avec l'aide des FDS ; par Dima Nassif](#)]

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Mouna Alno-Nakhal](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[Mouna Alno-Nakhal](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca